



Dans le cadre de sa mission d'informer et de faciliter la concertation entre tous les partenaires concernés par la sécurité alimentaire, la C.N.S.A en collaboration avec le FEWS-NET publie ce bulletin mensuel qui se veut un outil d'alerte précoce, de diffusion des données sur la sécurité alimentaire et d'intégration des interventions dans ce domaine.

Flash Info No 25 / Période couverte : Juin 2007

Publication: Juillet 2007

ALERTE PRECOCE: PAS D'ALERTE MISE EN GARDE AVERTISSEMENT AVIS D'URGENCE

Résumé et implications

La saison agricole de printemps, considérée comme la plus importante en Haïti pour sa grande contribution à la production agricole nationale, touche presque à son terme. Grâce aux bonnes conditions pluviométriques de cette saison, les cultures (maïs et haricot principalement) ont pu être mises en place dans les différentes zones agro-écologiques du pays. Les informations recueillies jusqu'ici font état d'une bonne production agricole dans la plupart des régions, mise à part celles durement frappées par les inondations ou le déficit hydrique enregistrées au cours des mois de mai et de juin. Ainsi, les prévisions météorologiques favorables à l'agriculture, effectuées pour le premier semestre 2007, trouvent leur confirmation.

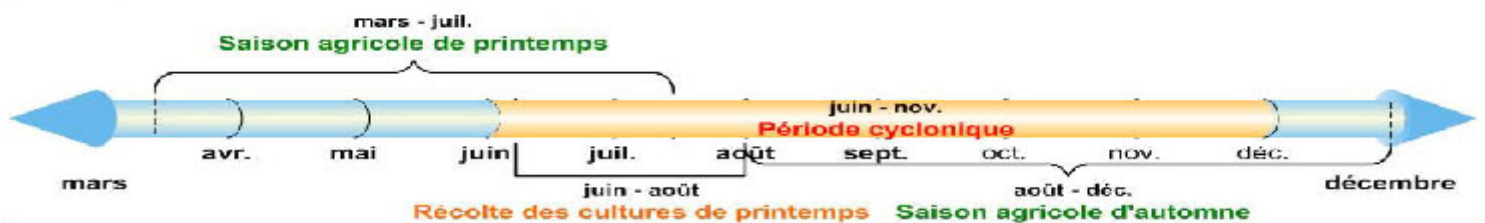
L'accroissement de la disponibilité alimentaire nationale, qui en est résulté, semble induire une tendance baissière des prix des produits locaux, analysée dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire. Le haricot rouge et noir et le sorgho sont les produits, dont les prix ont connu les plus importantes baisses, en particulier sur les marchés des Cayes, du Cap et de Hinche. En revanche, malgré les nouvelles appréciations du taux de change, les prix des produits alimentaires importés diminuent moins vite que ceux des produits locaux. On reconnaît, toutefois, la stabilisation de ces prix au cours des douze derniers mois.

Ceci dit que, dans l'ensemble, les conditions de sécurité alimentaire (disponibilité et accessibilité des aliments) sont encore jugées stables pour le mois de juin. Mais il faut reconnaître que, parallèlement, la situation peut s'avérer critique pour les populations pauvres des différentes zones de mode de vie et des localités exposées aux risques de catastrophes naturelles. A cet égard, outre les interventions d'urgence (distribution de kits d'hygiène, de produits alimentaires, de soins de santé, etc.), les actions devraient aussi être menées de manière à résoudre durablement les problèmes en s'attaquant à leurs causes structurelles.

Il s'agirait d'entreprendre dans les zones à risques touchées par les dernières inondations, des travaux de curage des canaux d'irrigation et de drainage, de recapitalisation des victimes et de construction et de réhabilitation de maisons et des systèmes d'irrigation endommagés ou désuets. Dans les zones menacées par la sécheresse, un suivi régulier devrait être fait afin de prévenir d'éventuelles crises alimentaires. De telles interventions, accompagnées de programmes de sensibilisation et d'éducation sur l'environnement, pourraient servir à endiguer la vulnérabilité des individus aux différents chocs naturels, devenus récurrents depuis les quatre dernières années, et à éviter des pertes inutiles sur le plan matériel et humain.

Calendrier saisonnier et des faits marquants

Figure 1. Calendrier saisonnier et faits marquants pour la majorité des zones agro écologiques



--	--	--	--	--	--	--

Contacts : Reynold St VAL à [rsaintval@cnsahaiti.org](mailto:rsaintval@cnsahaiti.org) ou Epitace Nobera à [haiti@fews.net](mailto:haiti@fews.net)

## **Suivi des risques et des désastres : Une pluviométrie abondante qui a tourné encore aux catastrophes dans certaines régions**

L'abondance de pluies enregistrée au mois de mai a touché presque tout le territoire national. Cette tendance s'est maintenue durant le mois de juin, mais avec une concentration très forte de la pluviométrie dans la région transversale, le Nord, le Nord-Est et quelques communes du Nord Ouest, de l'Ouest et du Sud. En effet, selon la Direction Départementale Agricole du Centre, le Plateau central à lui seul, (particulièrement Belladère, où près de 754 mm de pluies ont été enregistrés en dix jours seulement), a encaissé environ 465 mm de pluies en moyenne. Le Nord Ouest (dont Port-de-Paix 90.6 mm et Jean Rabel, 149 mm), l'Ouest et le Sud (Les Anglais) ont bénéficié au total de 120, 52.7 et 60 mm en moyenne respective.

### **Les dégâts enregistrés**

Les conditions météorologiques du mois de juin ont certes facilité le développement des cultures mises en place durant le mois de mai. Elles ont, néanmoins, occasionné en certains endroits des inondations et des dégâts considérables, bien que circonscrits dans seulement deux départements, l'Artibonite et l'Ouest.

En effet, dans l'Artibonite, les fortes averses enregistrées à la deuxième décennie de juin ont entraîné le débordement du fleuve Artibonite. Ce dernier, ayant quitté son lit, a inondé une dizaine de localités dans la commune de Grande Saline. Selon le bilan dressé par la Direction de la Protection Civile, 31 maisons ont été détruites et 544 endommagées. Sur le plan humain, on a dénombré un mort, près de 77 blessés et environ 200 sans abri. Néanmoins, les dégâts matériels sont énormes.

Dans ces endroits, la plupart des cultures qui devrait entamer fin juin la phase terminale, a été gravement touchée et le cheptel emporté par les eaux en furie. Plus important encore, même les produits agricoles stockés ont été sévèrement affectés. Ainsi, les besoins en eau potable, en nourriture et d'hygiène posent la nécessité d'une intervention d'urgence pour contrer le problème d'insécurité alimentaire qui pourrait sévir temporairement dans la zone. Par ailleurs, les pluies de la deuxième décennie, ont causé également des dégâts importants dans le département de l'Ouest, plus particulièrement à Gressier, suite aux crues des rivières de Gressier et de Tapion. Selon un cadre de la Sous Direction Départementale de l'Ouest (SDDAO), environ 15 ha de parcelles couvertes de maïs ont été détruites, 10 ha de manioc, 5 de patate et 10 de canne à sucre, endommagés pour la plupart.

Par ailleurs, les plaines sèches du département des Nippes ont souffert d'un déficit hydrique dans la première et la deuxième décennie de juin), qui a frappé particulièrement le sorgho dont le semis n'a pu être réalisé qu'au niveau des poches d'humidité.

Les prévisions météorologiques pour le deuxième semestre de l'année vont encore dans le sens de la normale et d'au-dessus de la normale : 40 pour cent de pluies supérieures à la normale et 40 pour cent normale, ce qui dénote des chances de pluies de l'ordre de 80 pour cent pour Haïti. En outre, il convient de rappeler que la «National Oceanographic and Atmospheric Administration» (NOAA) prévoit pour cette année 7 à 10 cyclones, dont 3 à 5 peuvent être de catégorie majeure (flash info # 24). Les risques de catastrophes naturelles liées aux conditions climatiques pouvant s'élever, il faudrait inviter la population des zones à risque à demeurer en alerte. Dans un tel contexte, et compte tenu de la vulnérabilité écologique du milieu, la situation risque de se détériorer davantage au cours de la période suivante.

## **Evolution générale de la saison agricole et son importance dans la disponibilité des aliments**

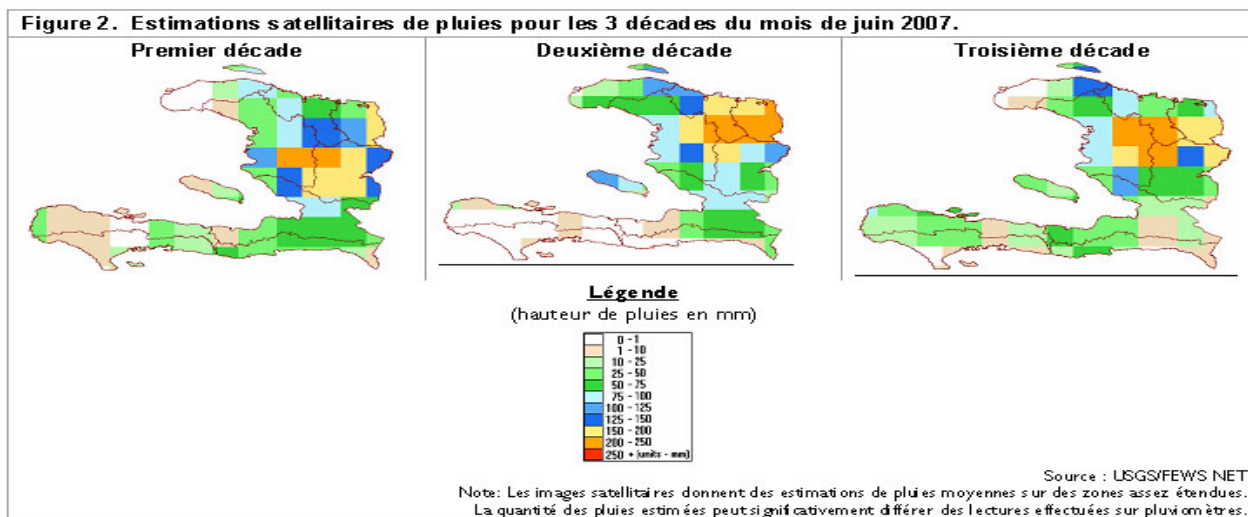
### **Suivi de la saison agricole de printemps**

La saison agricole de printemps, contrairement à l'année dernière, est marquée cette année par une certaine précocité (décalage de deux semaines environ de la date de début habituel), à la faveur des conditions pluviométriques favorables. En effet, au mois de juin, la récolte des principales cultures de printemps (maïs, haricots), touche presque à sa fin dans les régions (montagnes humides et plaines irriguées : Marre Rouge, La montagne, Baie de Henne, le Sud, la Grande Anse, le Nord, etc.) qui avaient semé au début de la saison. Dans celles qui ont entrepris plus tardivement des campagnes de semis, les cultures connaissent actuellement une phase de développement très avancée. Dans certaines localités, elles sont même sur le point de boucler leur cycle cultural. Dans d'autres régions, cependant, on anticipe une saison agricole peu satisfaisante découlant des conséquences des inondations ou de sécheresse (certaines communes du Nord-Ouest, de l'Artibonite, de l'Ouest, des Nippes et du Sud).

Dans le département du Sud, suivant une mission d'évaluation récemment effectuée dans la zone par la CNSA, plus précisément à Les Anglais, Chardonnière, Roche à Bateau et Tiburon, sur 1272 ha irrigués, 1167 (92

environ) ont été emblavés en maïs et haricot. Près de 105 ha sont emblavées en riz (50 ha à Les Anglais) et en banane (55 ha à Roche à Bateau). Les plantations de maïs et de haricot notamment ont réussi à 80 pour cent en moyenne. Les récoltes, débutées depuis fin mai, se poursuivent dans ces communes et aussi à Torbeck, Arniket, Maniche et Cavaillon.

On signale une forte disponibilité de haricot noir et de maïs dans le département du Nord (notamment à Pilate, Limonade, Dondon et Saint Raphaël) où, d'après la Direction Départementale Agricole du Nord (DDAN), le processus de récolte suit son cours. Par ailleurs, selon un cadre du DDANO, au niveau de l'axe Nord/Sud de la Vallée des Trois Rivières, les fortes pluies enregistrées à la fin des mois de mai et de juin n'ont vraiment pas été favorables aux plantations de banane au niveau des plaines. En outre, la sécheresse observée dans les zones montagneuses au début du mois de juin a eu un effet très négatif sur les cultures du haricot et du maïs. Mise à part ces régions, la situation agricole a été mauvaise et les rendements obtenus par les planteurs très moyens. En revanche, dans le bloc oriental formé par Port-de-Paix, Saint Louis du Nord et Anse-à-Foleur, les conditions pluviométriques ont été très favorables, ce qui a, donc, facilité la croissance des cultures maraîchères et vivrières (Figure 2).



Au niveau du département du Centre, notamment dans les régions du bas Plateau, la récolte du haricot est entamée depuis la deuxième semaine de juin. Un début de récolte d'arachide est aussi observé. Quant au maïs, cultivé dans toutes les communes du département, il est au stade pâteux, alors que le pois congo est en phase végétative. Il faut signaler que ces deux cultures sont des cultures stratégiques pour la population résidant dans ce département, notamment celle vivant à proximité de la frontière haïtiano-dominicaine. En effet, presque l'essentiel de ces denrées est écoulé sur les marchés dominicains, où les conditions de vente sont plus alléchantes pour les agriculteurs haïtiens même quand les prix y sont fixés par les acheteurs dominicains. Cela leur assure donc de meilleures rémunérations qui leur facilitent l'accès à d'autres catégories de biens alimentaires et non alimentaires sur le territoire voisin (poulet de chair, pattes alimentaires, sucre, brisure de riz, soins de santé, éducation, loisir, etc.).

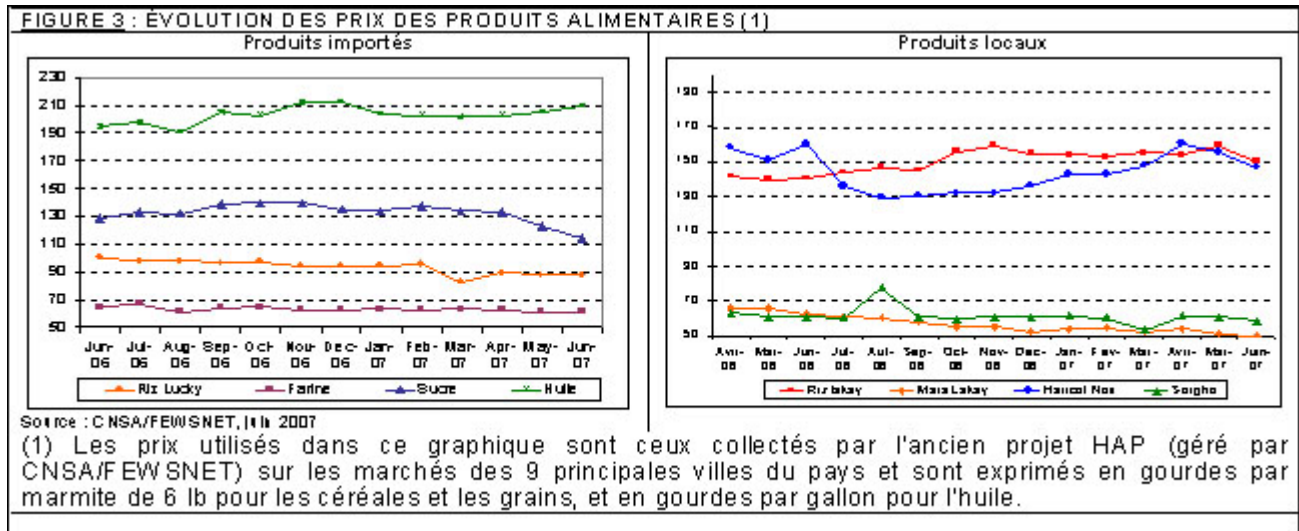
Dans l'Ouest, notamment dans la commune de Gressier, les inondations ont eu un impact dévastateur sur les plantations. Néanmoins, les cultures de patate douce et de manioc ont pu se remettre après les inondations. Celle du maïs a été mauvaise au point que près de 15 ha emblavés de maïs, soit près de 38 pour cent des superficies cultivées, risquent de se perdre.

A part cela, il ressort que dans la majorité des zones agro-écologiques du pays, la situation agricole se trouve bonne pour le mois de juin, les cultures de la saison ayant déjà entamé la phase de maturité. En plus, les récoltes de céréales (maïs en particulier), de légumineuses (haricots) et de maraîchers vont bon train et semblent induire une baisse des prix de quelques produits alimentaires locaux, considérés dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire dans le pays.

### Accessibilité Alimentaire : Baisse des prix des produits alimentaires

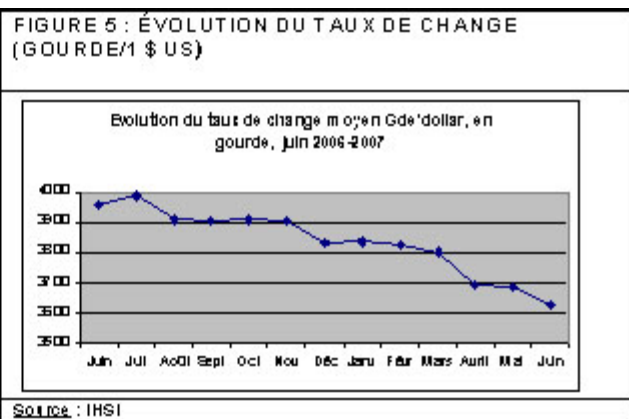
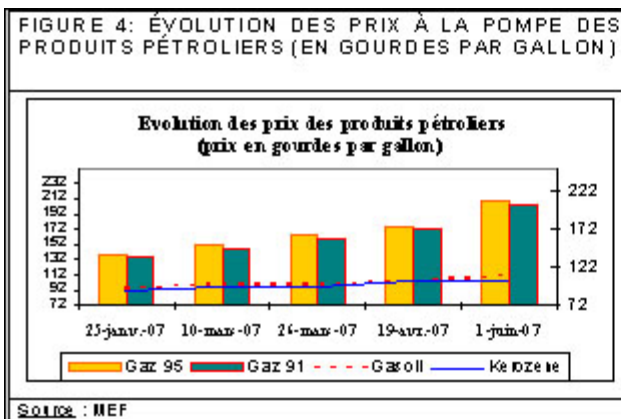
Sur l'ensemble des grands marchés urbains de neuf départements géographiques du pays, les prix des principales denrées alimentaires locales, analysés par rapport au mois précédent, ont connu une baisse moyenne d'environ 3 pour cent durant le mois de juin.

Celle-ci a été surtout notoire pour les denrées comme le haricot rouge (6.4 pour cent), le haricot noir (3 pour cent) et le sorgho (3.5 pour cent), le maïs ayant baissé faiblement en moyenne (1.7 pour cent contre 3 pour cent au mois précédent). Cette situation est imputable, entre autres, à l'augmentation de l'offre de ces denrées, due au processus de récoltes, entamé depuis mai et qui se poursuit actuellement dans la plupart des zones agro écologiques du pays.



Les régions ayant expérimenté les plus fortes baisses de prix, sont celles qui se trouvent en phase de la moisson ou anticipent de bonnes récoltes pour la saison de printemps. C'est le cas, par exemple, des régions Sud, Nord et Centre, où l'offre de haricot et de maïs est abondante. En revanche, quant aux prix des produits importés, leurs variations ont été marginales, soit en moyenne de 0.1 pour cent par rapport au mois de mai (Figure 3). C'est que les prix du riz et de la farine ont demeuré relativement stables (baisse minimale de 0.3 pour cent en moyenne), alors que ceux du maïs importé et de l'huile de cuisson ont enregistré une hausse de prix de plus de 1 et 2 pour cent respectivement. De surcoit, le prix moyen du sucre a diminué de 3 pour cent, mais de façon moins importante que le mois de mai (7 pour cent).

Toutefois, le niveau général des prix des produits alimentaires importés est jugé actuellement stable en comparaison aux six derniers mois. On peut espérer que cette stabilisation se maintiendra, d'autant que le taux de change du dollar américain par rapport à la gourde haïtienne, a terminé encore à la baisse en juin, ce de façon plus significative qu'au mois de mai (Figure 4). En effet, pour le mois de juin, le billet vert est tombé à son plus bas niveau (36.28 gourdes en moyenne) depuis plus d'un an. Cela devrait rendre les produits importés relativement moins chers qu'auparavant. Mais le rebondissement des prix de certains produits (le maïs importé, l'huile de cuisson par exemple), au fort même de cette dépréciation, est inquiétant.



Jusqu'ici, la hausse des prix du carburant de mai dernier (Figure 5) ne se fait sentir que sur le transport en commun des villes de province vers la capitale. Un rebondissement des prix des aliments demeure donc possible. Car en prélude à une nouvelle hausse de prix du carburant sur le marché international et conséquemment à un éventuel réajustement du coût du transport en commun dans les différents circuits dans le pays, une catégorie d'agents économiques (commerçants, propriétaires ou chauffeurs de véhicules de transport) peuvent dans leurs anticipations provoquer une hausse des prix.

Cette situation, combinée aux effets éventuels des catastrophes naturelles, pourrait peser fort sur l'économie des ménages ruraux les plus pauvres, qui dépendent essentiellement du marché pour leur approvisionnement en biens alimentaires de base.

## Conclusions et recommandations

Certes, avec la bonne performance agricole de printemps et la stabilisation de la conjoncture macroéconomique suscitant l'optimisme des entrepreneurs, la situation de sécurité alimentaire, en ce qui concerne la disponibilité et l'accessibilité, est jugée encore bonne. Mais les zones à risques et celles durement touchées par les récentes inondations méritent une attention toute particulière, ce d'autant plus que la période cyclonique s'annonce de plus en plus menaçante.

A cet égard, on recommande non seulement la vigilance, mais aussi et surtout des actions concrètes qui devraient être menées de manière à aborder les problèmes de fond et non de manière superficielle. Il s'agit en fait d'entreprendre dans les zones à risques touchées par les dernières inondations des travaux de :

- curage des canaux d'irrigation et de drainage,
- construction et de réhabilitation des maisons et des systèmes d'irrigation endommagés ou désuets,
- recapitalisation des victimes si possible.

Dans les zones affectées par la sécheresse, il convient de faire un suivi régulier afin de prévenir d'éventuelles crises alimentaires. De telles interventions, accompagnées de programmes de sensibilisation et d'éducation sur la protection de l'environnement, peuvent servir à endiguer la vulnérabilité des individus aux différents chocs naturels, devenus récurrents depuis les quatre dernières années, et à éviter des pertes inutiles sur le plan matériel et humain.

### Perspectives de sécurité alimentaire pour les six prochains mois

Durant le premier semestre 2007, notamment durant les mois de mai et de juin, Haïti a bénéficié d'une sécurité alimentaire jugée modérément bonne. En effet, la production agricole s'est avérée plus ou moins satisfaisante et le contexte macroéconomique de plus en plus favorable à la relance. Toutefois, cette situation n'est pas uniforme à travers tout le pays. Certaines catégories de ménage, surtout les plus pauvres, des différentes zones de mode de vie et des localités les plus exposées aux catastrophes naturelles peuvent faire face à des cas d'insécurité alimentaire modérée. Ainsi, la situation actuelle permet de dégager des perspectives pour les six prochains mois, perspectives considérées suivant trois scénarios.

1. Un scénario de base, le plus probable, prévoit un état de sécurité alimentaire favorable pour les six prochains mois. D'après ce scénario, les conditions de production agricole devraient être améliorées à la faveur de pluies abondantes et bien réparties, de l'essor du cadre macroéconomique et de l'augmentation de l'emploi.
2. Un deuxième scénario est plutôt pessimiste. Il est caractérisé par une baisse de la production agricole et une croissance négative de l'économie et du marché du travail. S'il se réalisait, de nombreux départements pourraient se trouver dans des conditions d'insécurité alimentaire modérée, notamment la presque île du sud et le département du centre.
3. Un troisième scénario présente une situation intermédiaire. Il suppose une légère amélioration des conditions de sécurité alimentaire par rapport à la situation actuelle. Les pluies abondantes favoriseraient la production agricole, les objectifs du gouvernement en matière de relance économique seraient largement atteints et le chômage diminuerait.

Peu importe le scénario considéré, le deuxième semestre de l'année sera grandement marqué par la période cyclonique et les activités de la rentrée scolaire. En ce sens, les décideurs devraient :

- 1) Être vigilants en cette saison cyclonique en renforçant les cellules de secours et les unités de prévention ;
- 2) Suivre les zones de production du haricot en signe de prévention contre tout risque aux excès d'humidité ;
- 3) Multiplier les efforts en vue de la réduction de la pauvreté dans les zones marginales ;
- 4) Focaliser leurs interventions sur les travaux à portée lointaine dans le temps.